

BOUIRA

Quand l'insalubrité règne

Récemment, lors de la visite d'inspection du ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Nouredine Moussa, dans la wilaya de Bouira, le directeur de l'urbanisme et de la construction avait fait part d'une enveloppe de plus de 380 milliards de centimes destinés à l'aménagement urbain des communes de la wilaya.

Une somme considérable qui devrait se traduire sur le terrain par plus de propreté et d'attrait. Rien de tout cela n'existe pourtant. La ville de Bouira est sale. Le chef-lieu de wilaya agonise et les pouvoirs publics, à commencer par le wali, ne font rien pour y remédier. Tout hôte de la ville de Bouira sera frappé par le degré d'insalubrité jamais égalé au niveau des différents quartiers.

Et pourtant, ce n'est pas l'argent qui manque ni les réflexions autour d'une meilleure approche. Le directeur de l'urbanisme, le P/APC et tous les responsables concernés de loin ou de près par le nouveau plan d'aménagement de la ville de Bouira vous montreront des esquisses qui rendront jaloux les plus indifférents quant à l'avenir plus que prometteur et plus qu'attrayant de la ville.

Des schémas directeurs qui montrent la ville avec des dizaines de jets d'eau et autres espaces verts et trottoirs aménagés à l'euro péenne. Mais cela n'a pas dépassé ce stade puisque ces schémas, on nous les montre depuis plusieurs années, et spécialement à l'occasion des visites ministérielles et autres journées de l'habitat et tutti quanti.

Cependant, la réalité est tout autre. Et le comble est illustré par ce marché hebdomadaire situé au centre-ville, à côté de la gare routi-

re, considérée à juste titre comme une vitrine de la ville, c'est-à-dire celle qui devrait donner une image des plus propres et des plus saines au visiteur.

La gare routière est jonchée de détritus en tous genres, quand ce ne sont pas carrement des ordures qui sont jetées à tout-va. Les trottoirs n'existent plus et les routes sont souvent défoncées car mal entretenues ; le colmatage qui se fait selon l'humour de l'APC ne fait qu'ajouter du burlesque à l'image déjà tragique de ces endroits. Et comme pour boucler la boucle, le marché hebdomadaire est quotidiennement assailli par les nombreux commerçants, lesquels jettent leurs déchets derrière leurs stands les laissant s'amonceler des jours puis des

semaines laissant la nature faire son effet avec la putréfaction et les odeurs nauséabondes qui «agrémentent» le décor déjà assez hideux. Et dans tout cela, les pouvoirs publics se cramponnent dans leurs bureaux et le premier magistrat de la wilaya n'a jamais daigné faire un saut dans la ville ne fut-ce que pour être vu par la population ou pour se rendre compte de l'état de déliquescence du chef-lieu.

Au niveau de plusieurs autres quartiers, l'image est également peu reluisante. Les routes et les trottoirs sont défectueux, les carrelages détachés laissant pénétrer les eaux de pluie pour se pourrir avant de se gicler sur les pantalons des passants à la moindre foulée avec tout ce que cela suppose comme mauvaise odeur et désagréments.

En somme, disons que la wilaya de Bouira n'a jamais été aussi mal gérée que pendant ces sept dernières années. Et Dieu sait que l'argent coule à flots et le président de la République y a même consacré, un certain été 2003, dans le cadre

des mesures d'apaisement pour la région suite aux tragiques événements qu'elle venait de vivre avec le Printemps noir, une somme de 550 milliards de centimes rien que pour les aménagements et les réparations des édifices touchés lors de ces événements. Mais le wali exploite cet argent en le distribuant aux 45 communes à raison de quelque 12 milliards par commune, et les édifices incendiés, comme la cinémathèque de Haizer ou celle de M'chedallah, sont magistralement ignorés.

Bref, Bouira, comme wilaya, a souvent eu des responsables qui s'enfermaient dans leurs bureaux et qui se fiaient aux dinosaures qui se prévalent amenokals de leur région alors qu'ils sont vomis surtout au niveau de la région berbérophone ; des responsables qui attendent la venue d'un ministre pour paraître en public et faire croire aux gens d'Alger que tout va bien. Quand cessera cette malédiction qui frappe la wilaya de Bouira ?

Y. Y.

BÉJAÏA

Démantèlement d'un vaste réseau de trafic de drogue

Un vaste réseau de trafic de drogue a été démantelé, le 11 février dernier, par la police judiciaire du Commissariat central de Béjaïa, mettant en cause six individus. Alertés par une source anonyme, les enquêteurs ont réussi à intercepter 10 kg de résine de cannabis à bord d'une Clio. Après investigation, la police judiciaire a fini par démasquer tous les éléments formant ce réseau de trafic et la commercialisation de drogue. Selon les informations policières,

la marchandise aurait transité à Béjaïa par voie maritime à bord d'une barque de pêche le mois d'octobre écoulé, avant qu'elle ne soit vendue dans diverses localités de la wilaya. Les trafiquants de stupéfiants ont été présentés samedi dernier devant les autorités judiciaires qui les ont écroués à la maison d'arrêt de la capitale des Hammatites, en attendant leur comparution devant la chambre d'accusation criminelle.

Kamel Gaci

DÉCHARGE PUBLIQUE À IGHIL IMOULA DANS LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Les villageois n'en veulent pas

L'histoire du pays, qu'elle soit récente ou ancienne, le leur recon-
naît, lorsqu'il s'agit de défendre une
cause, les habitants d'Ighil Imoula
n'ont jamais fait dans la dentelle.

Ruminant leur colère depuis quelques jours, ils menacent de la faire éclater pour s'opposer au projet de l'APC d'implanter une décharge publique. Dans une déclaration adressée au premier magistrat de la commune de Tizi n'Tiéta et

dont une copie nous a été transmise, l'association citoyenne d'Ighil Imoula a tenu à l'informer du refus catégorique des villageois d'accueillir cette décharge dans leur localité.

Une position dictée, de toute évidence, par leur souci de préserver le cadre de vie que menace cet «encombrant invité» à travers les risques de dégradation de l'environnement et de la pollution. Les rédacteurs du document reprochent à l'APC de s'être empressée de prendre la décision d'implanter la décharge à Ighil Imoula au moment

où une autre existe déjà au chef-lieu de la commune. Cette dernière, font-ils remarquer, a été laissée à l'abandon alors qu'elle aurait pu faire l'objet d'une meilleure prise en charge par son aménagement et sa sécurisation.

Dans tous les cas de figure, les habitants d'Ighil Imoula ne veulent pas subir la politique du fait accompli et avertissent les autorités que si elles ne revenaient pas sur leur décision, les conséquences seraient fâcheuses.

A. A. Y.

GLISSEMENT DE TERRAIN À TIGZIRT-SUR-MER

Les habitants crient à l'abandon

Faisant suite aux précédentes requêtes relatives au danger qui les menace quotidiennement (correspondances datées des 26/01/2007 et 12/11/2007) représenté par le terrible glissement de terrain, les habitants des quartiers est de la ville (Tighilt Bouhriq, les 12 et les 18 bungalows) réitèrent leur appel de détresse aux autorités locales et régionales afin de prendre en charge en urgence la situation de leurs lieux de résidence.

En effet, dans la nouvelle pétition signée par plusieurs dizaines de personnes, ces derniers rappellent que «depuis les intempéries de la fin novembre dernier, les quartiers précités ont subi de graves dommages», où l'on peut facilement détecter «l'affaissement flagrant sur la RN24 et au niveau des pistes d'accès aux quartiers des 18 et 12 bun-

galows avec apparition de grandes failles aussi larges que profondes ainsi que des inclinaisons et des fissures sur les habitations, le décalage des accès sur plusieurs paliers...», soulignent les rédacteurs. A cela s'ajoute «le débâtoement des branchements d'eau potable, la défaillance de tout le réseau d'assainissement dont les eaux usées sont tota-

lement absorbées par le sol créant ainsi un effet éponge de ce dernier et enfin les terrains en bordure de la mer, situés à plus de 150 mètres au nord, imbibés des eaux d'infiltration subissent aussi le glissement avec effet érosif important au point où le traditionnel chemin piétonnier reliant la Grande Plage et celle de Feraoua a complètement disparu», peut-on encore lire dans le texte.

Par ailleurs, les résidents dénoncent le laisser-aller des autorités en dépit de leurs réclamations. Ce laisser-aller se caractérise surtout par «le manque criant de l'entretien des caniveaux et du réseau d'assainissement comme ce fut le cas pour le réseau principal depuis les dernières intempéries, ce qui a entraîné son

éclatement et l'apparition des eaux usées à ciel ouvert et cela à chaque fois que l'ADE alimente les quartiers en eau potable». Conséquence : «Toutes ces fuites alimentent le sol fissuré et constituent de fait l'élément majeur et aggravant du terrible glissement qui risque de devenir fatal aux habitants un jour». Avant de clôturer le texte, ses rédacteurs demandent aux autorités locales l'application «dans le cadre d'urgence» de l'arrêté du wali de Tizi-Ouzou, daté de 2001, «classant tout le côté est comme zone de glissement et qui préconise entre autres la réhabilitation de tous les réseaux d'assainissement AEP et d'évacuation des eaux pluviales», concluent-ils.

Mohamed Ghernaout

AÏN-EL-HAMMAM

Des leçons de la Protection civile dans les écoles

Les écoliers de Sid-Ali-Ouyahia et de Ait-M'lal dans la daïra de Aïn-El-Hammam se mettent en situation d'apprentissage pour le secourisme et la prévention.

En effet, une campagne de sensibilisation organisée par l'Association culturelle pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse algérienne en collaboration avec les unités de la Protection civile de l'ex-Michelet a suscité un intérêt et un engouement chez les potaches des deux écoles. Ainsi, pour entrer dans

la pédagogie d'approche par les compétences acquises, les enseignants encadrent de projets jugent intéressant de mettre l'élève dans des situations à problèmes après avoir exposé les méthodes pour les premiers actes de secourisme, mais aussi comment éviter la panique. Les pompiers ont dû répondre à une panoplie de questions de ces petits curieux en débat. Les agents de la Protection civile n'ont ménagé aucun effort pour rendre cette journée bénéfique. Ils mettent en service un grand jet d'eau et d'autres moyens de lutte pour des simulations où les élèves

se mettent en situation quasi réelle. Par ailleurs, les élèves ayant pris conscience de l'ampleur de la déforestation ont massivement participé à la plantation de plusieurs centaines de conifères autour de leurs établissements et des cités avoisinantes.

«Nous comptons lancer d'autres projets de protection de l'environnement immédiat pour parer aux multiples désagréments que la pollution a générés», promet le président de cette association.

A. Saly

AÏN-TÉMOUCHENT

La formation professionnelle par les chiffres

La wilaya de Aïn-Témouchent compte en matière d'infrastructures d'accueil spécialisées dans la formation professionnelle 13 établissements dont 1 centre national (INSFP), 7 CFPA et 5 annexes, totalisant un effectif de 5 432 stagiaires et apprentis.

Pour la rentrée prévue le 23 février prochain, les responsables de la direction de la formation professionnelle prévoient 2 761 nouveaux stagiaires répartis par mode et type de formation : la formation résidentielle accueille 1 190 stagiaires, la formation par apprentissage 687 nouveaux inscrits, femme au foyer 600 postes alors que pour les cours du soir 285 postes sont prévus. Selon la directrice de la DFP, la formation touchant la femme au foyer connaît un engouement particulier auprès de la gent féminine puisque la formation touche les spécialités les plus demandées telles que la boulangerie, la couture, la broderie et les gâteaux traditionnels. Les spécialités dispensées dans les différents établissements de formation professionnelle répondent aux spécificités de la wilaya de Aïn-Témouchent. A titre d'exemple, le CFPA de Aïn-El-Arba implanté dans les plaines de M'leta assure une formation dans les spécialités relatives à l'agriculture, tandis que les CFPA de Beni-Saf et El Amria villes côtières dans lesquelles sont situés les ports de Béni-Saf et Bouzedjar, assurent des formations dans des disciplines spécifiques à la pêche maritime. Dans le cadre des conventions signées entre la DFP et d'autres secteurs implantés dans la wilaya, 212 cadres appartenant aux services des impôts, la justice et la Cnac ont suivi une formation de recyclage d'une durée allant d'un mois à six mois. La directrice de la DFP souhaite que les présidents d'APC des communes de la wilaya collaborent avec les établissements des CFPA pour une meilleure communication au profit des jeunes de ces localités.

Enfin, pour ce qui est de la prochaine conférence nationale sur la politique sectorielle de prise en charge de la jeunesse prévue les 16, 17 et 18 février 2008 à Alger, le secteur de la DFP de wilaya compte participer avec une délégation d'une vingtaine de personnes dont 12 délégués de jeunes stagiaires.

S. B.

KHEMIS MILIANA

Des trafiquants de drogue arrêtés

Deux opérations de police ont été menées jeudi dernier dans différents quartiers de la ville de Khemis Miliana. Les éléments de la BMPJ en civil, qui surveillaient les agissements d'un individu soupçonné de revendre du kif, ont réussi à arrêter celui-ci âgé de 26 ans et demeurant à Khemis Miliana.

Au moment où les policiers l'ont interpellé, il détenait 435 g de kif traité qu'il écoulait à la rue Bouamrani, indique un officier. Après interrogatoire, les policiers ont pu mettre la main sur «le pourvoyeur» de la drogue, un homme de 36 ans, une somme de plus de 6 millions de centimes provenant des ventes de la drogue a été saisie.

Les mis en cause, qui ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt par le procureur, se livraient à leur trafic aux rues Bouamrani et du 1^{er}-Novembre.

Dans la même journée, les éléments de la BMPJ de Khemis Miliana, grâce à des renseignements, ont réussi aussi une autre opération dans un autre quartier de la ville. C'est au moment où deux individus âgés de 31 et 34 ans, originaires de Aïn-Oussera (sud) en compagnie d'un complice, 37 ans, déchargeaient la marchandise que les policiers sont intervenus. Il y avait 34 sacs contenant chacun 25 à 30 kg de tabac à chiquer, soit un poids total de 12 quintaux, un grand lot de cellophane et des sachets de la SNTA «Unités».

Le tout a été saisi après que le flagrant délit eut été constaté. Le tabac frelaté provenait d'une wilaya de l'est du pays et était acheminé par un véhicule également saisi. Les trois individus ont été présentés à la justice hier.

Karim O.